



L'UNAPEDA

Surdités / Familles / Communication / Services

siège social :

90 rue Barrault
75013 PARIS

Tél : 09 53 88 70 84

Email : contact@unapeda.fr

SCOLARISATION DES ENFANTS SOURDS

LES PROPOSITIONS DE L'UNAPEDA

En matière de scolarisation des élèves sourds, l'UNAPEDA estime que si des avancées existent, beaucoup de choses restent à clarifier et à construire.

Il était urgent de faire le point sur la réalité que vivent les enfants et adolescents sourds, et leur famille, en matière de scolarisation.

C'est dans cet esprit que notre association a organisé le 5 octobre 2018, à Paris, une journée nationale sur ce thème. Journée qui a réuni 70 participants, parents d'enfants sourds, professionnels de la surdité et sourds adultes.

En quoi la scolarisation des sourds constitue-t-elle un sujet de préoccupation ? Si tout parent espère pour son enfant qu'il aille à l'école et en activités diverses, périscolaires, de loisir, de sport, avec ses amis et ses voisins, en vivant une vie de famille ordinaire, nous savons que cela ne va pas de soi, que les écueils soient liés à la diversité des surdités, aux disparités territoriales en matière de ressources spécifiques, aux limites des textes réglementaires eux-mêmes.

Pour l'UNAPEDA, cet espoir légitime des parents ne doit pourtant pas conduire à nier les besoins spécifiques des enfants et adolescents sourds.

Ces besoins ont été définis par la CNSA dans le cadre de la réforme de la tarification des services médicosociaux (réforme Serafin PH). Pour les enfants sourds il s'agit essentiellement de besoins liés à la communication.

Ce qui nécessite, d'une manière ou d'une autre, un appui à la fois à la famille, et aux acteurs de l'Education nationale, tel que peut l'offrir le médicosocial.

C'est pourquoi on peut considérer que **l'accompagnement est le mot-clé le plus important lié à l'émergence d'une école véritablement inclusive, quelles qu'en soient les modalités** : de proximité de l'enfant, de l'élève, des parents, de l'enseignant. Pour ce dernier, il s'agit d'être reconnu dans sa compétence professionnelle « ordinaire » d'enseignant naturel de l'élève sourd, et aidé par les professionnels de la surdité.



C'est bien l'accompagnement qui évite aux parents, aidants naturels et premiers responsables du sort de leur enfant, de se transformer en répétiteurs des cours après l'école, en médiateurs entre éducateurs et soignants, tout en demeurant des parents d'un enfant qui n'est pas ni uniquement un élève, ni uniquement un sourd.

L'accompagnement crée des nécessités de formation et de coopération entre parents, associations de parents et professionnels, et entre les différents professionnels qui concourent à la réussite scolaire de l'enfant sourd, quel que soit son mode de communication : enseignants spécialisés ou non, interfaces de communication, interprètes LSF, codeurs, éducateurs, orthophonistes, médecins ORL, audioprothésistes, ou des AVS ou AESH.

La demande sociale d'une école inclusive commence à être entendue, comme horizon clairement affiché dans le cadre d'une société elle-même inclusive, où sera/serait pensé globalement l'accès à l'éducation, aux loisirs, à la culture, à la santé, à l'autonomie. Vont dans ce sens bien des initiatives récentes, depuis le travail sur les AVS et AESH (rapport KOMITES), le tout récent rapport du Haut Conseil de la famille sur la scolarisation des enfants en situation de handicap de moins de 7 ans, des colloques tels que celui organisé à Nîmes par le CNFPT sur le thème « Coopérer pour scolariser », ou encore l'annonce toute récente du développement de Pôles inclusifs d'accompagnement localisés dans les académies.

Nous semblent essentiels dans ce contexte tous les signes de rapprochement entre le médico-social et l'Education Nationale, tels que la mise en place depuis 2015 de formations conjointes de professionnels MDPH /Education nationale/médico-social, une première convention ARS /Rectorat en Auvergne-Rhône-Alpes ou encore le développement de places en SESSAD ou en Unités d'enseignement externalisé. Avec cette vigilance toutefois : que cette coopération soit équilibrée, dans le respect des missions et savoir-faire respectifs de l'Ecole et du médico-social.

Il s'agit d'associer les compétences, et de ne pas nier les compétences d'un côté ou de l'autre.

Il nous semble indispensable d'associer les parents et leurs associations à ces temps de formation ou de rencontre entre professionnels, comme l'a fait par exemple cette année l'ANAP à l'occasion de son université d'été.

La journée organisée le 5 octobre 2018 par l'UNAPEDA sur la scolarisation des élèves sourds a permis de relever quelques points positifs, et d'autres qui correspondent à des vigilances essentielles.

Des points positifs :

- l'enquête des services ministériels de l'Education, qui cherche à prendre en considération les conditions de vie des enfants, la description des familles,
- une meilleure reconnaissance de la LSF est par les ministères concernés, illustrée par la construction progressive, côté Cohésion sociale comme côté Education nationale, d'un corps d'enseignants maîtrisant en LSF le niveau B2, et idéalement C1,



- les initiatives, à l'INJS comme dans la plupart des SESSAD, visant à accompagner les démarches d'intégration par des initiatives qui permettent de faire se rencontrer des élèves sourds entre eux, chaque semaine, ou lors de séjours de rentrée, de neige, etc.
- si l'intitulé de la journée était centré sur la scolarisation des enfants sourds, nous avons vu également qu'on ne peut penser l'inclusion sans penser aux temps périscolaires, aux temps de loisirs, du sport, l'accessibilité de tous ces temps est essentielle,
- nos échanges ont montré également l'importance de l'accès à l'écrit, dans un monde où du fait des écrans, des réseaux sociaux, il est plus incontournable encore qu'hier. La maîtrise de l'écrit constitue un enjeu tout particulier pour les personnes sourdes,
- les associations de parents ont su mettre en évidence la complémentarité des modes de communication dont disposent les personnes sourdes, et aussi la complémentarité des types d'accompagnement qui leur sont proposés ; complémentarité et non opposition...

Et pourtant, quelques vigilances s'imposent :

- sur ce dernier point, il y a complémentarité reconnue, certes, mais aussi encore une grande étanchéité, un manque de souplesse et de passerelles en général. La notion de parcours est encore trop virtuelle et trop scindée
- concernant l'apprentissage de la lecture, il existe de nombreuses études à ce sujet en France mais également en Europe et au Canada notamment :
 - pour certains si la LSF contribue pour les élèves à la compréhension, et apporte bien évidemment du sens, l'approche audio phonatoire reste indispensable pour acquérir une lecture maîtrisée et mettre le lecteur en capacité de s'approprier de nouveaux mots de la langue, de comprendre tout texte écrit
 - pour d'autres l'apprentissage de la lecture ne passe pas obligatoirement par la phonologie ;
- La définition retenue par le Ministère de l'éducation nationale du bilinguisme comme acquisition du français écrit et de la LSF tend à privilégier une approche visuo gestuelle au détriment de l'approche audio phonatoire. Le bilinguisme doit également se définir comme acquisition du français oral et écrit et de la LSF.
- Il serait intéressant de pouvoir évaluer les résultats de ces différentes approches.
- la difficulté évidente qu'a l'Education nationale à chiffrer, évaluer, mettre en évidence, valoriser l'apport du médico-social pour la réussite des enfants sourds accompagnés dans les classes ordinaires. Tout se passe comme si l'Education nationale ne savait repérer que ce qu'elle finance elle-même (AVS-AESH, enseignants référents, spécialisés, ULIS ...). Les enquêtes de la DEPP doivent évoluer pour devenir tout simplement un outil adapté au principe que l'Education nationale met elle-même en avant, celui du droit à l'école pour tous, et des partenariats institutionnels et associatifs que cela implique,
- l'inclusion ne doit pas être synonyme d'isolement pour l'enfant sourd ; éloignement de sa famille, du fait de la logique de pôles éloignés, pouvant même imposer une scolarisation en internat,



mais aussi isolement vis-à-vis d'autres enfants sourds. Il nous paraît essentiel à ce titre de veiller à créer les conditions de rencontres des enfants sourds entre eux, comme peuvent le faire les services et établissements du médico-social, ou encore les associations de parents (et ne peut le faire l'École seule).

- autre difficulté pointée : comment choisir lorsque l'offre est limitée ? Combien de parents ont vraiment accès à une information satisfaisante sur les modes de communication d'une part, les types d'accompagnement disponibles d'autre part ? Et même sur les nouveaux dispositifs initiés par l'Etat, comme les PEJS.

L'UNAPEDA, au-delà de ces réflexions liées au temps fort du 5 octobre, rappelle trois aspects qui lui ont toujours semblé importants :

- tout d'abord **la spécificité du handicap auditif** qui touche au langage, à la communication, à tout ce qui est à la fois support et objet des apprentissages scolaires, et qui constitue handicap qui peut se faire oublier en classe, un handicap invisible,
- à quel point le fonctionnement à tiroirs des institutions rend difficile **la prise en compte des troubles associés, du polyhandicap,**
- **l'apport spécifique et indispensable du médico-social** dans notre système de soin et d'éducation.

L'UNAPEDA se propose de travailler avec les différents partenaires institutionnels et associatifs sur les cinq piliers qu'elle juge essentiels pour la réussite d'une école véritablement inclusive :

1. La prise en compte du projet et de l'expertise des parents,
2. Une information complète des parents, concernant les modes de communication, de scolarisation, les différentes formes d'aide humaine, d'accompagnement par le médico-social, afin qu'ils construisent le meilleur projet pour leur enfant, en fonction des conditions locales,
3. Une bonne couverture territoriale par les services et établissements du médico-social, accompagnant la bonne et historique couverture du territoire par l'Education nationale,
4. Un partenariat équilibré entre médico-social/Education nationale/associations d'usagers et de parents,
5. Le développement de formations interprofessionnelles, associant enseignants et acteurs de la santé et du social, et de temps d'échanges partagés entre ces professionnels et les parents, organisés dans les écoles (tables-rondes, salons des parents, etc.).